Présidence de la République

République de Côte d'Ivoire

Union – Discipline – Travail

SOMMET ORDINAIRE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA CEDEAO

DISCOURS DE CLOTURE DE SEM ALASSANE OUATTARA,

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

PRESIDENT EN EXERCICE DE LA CEDEAO

YAMOUSSOUKRO, LE 28 FEVRIER 2013

-Excellences, Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement;

- Honorables Invités ;

-Mesdames, Messieurs,

Je suis heureux de la bonne tenue de nos travaux qui ont une fois de plus marqué notre détermination à poursuivre le renforcement de notre communauté.

Je voudrais aussi vous remercier pour le satisfécit accordé à mon pays, à travers le vote de confiance que notre Conférence vient de nous témoigner, en me reconduisant à la tête de notre grande organisation.

C'est un honneur qui est fait à la Côte d'Ivoire et aux ivoiriens à qui je dédie cette reconduction. Cette décision consacre les sacrifices et les efforts accomplis, avec mes pairs, pour relever les défis sécuritaires et de développement dans notre espace communautaire.

Au regard de notre attachement aux valeurs de paix, de stabilité et de justice sociale qui constituent le socle de la prospérité des grandes nations, je demeure convaincu qu'avec une population de plus de 300 millions de personnes, essentiellement jeunes, notre région peut réaliser des résultats économiques bien meilleurs et se hisser parmi les ensembles communautaires les plus performants dans le monde.

Cette ambition commune au service de laquelle je voudrais placer mon deuxième mandat, nécessite des réformes importantes pour aider au renforcement de la performance de nos institutions, amener ainsi nos Etats membres à mettre en œuvre les dispositions communautaires, catalyseur de progrès.

Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Fort de votre soutien, je ne ménagerai aucun effort pour mériter votre confiance et pour consolider le leadership de notre organisation dans la gestion et le règlement des crises et des conflits dans notre sous-région.

Le second mandat que vous venez de me confier s'ouvre dans un contexte régional caractérisé par la propagation du terrorisme sur le continent et la piraterie au large de nos côtes. Nous devons surmonter collectivement ces défis en engageant nos partenaires à nos côtés.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je voudrais, tout particulièrement, me réjouir des contributions pertinentes de nos Invités spéciaux, qui nous ont fait l'honneur de nous exprimer, très clairement, la manifestation de leur soutien à nos efforts de stabilisation en cours, notamment au nord du Mali.

Notre Conférence leur est reconnaissante pour leur présence et leur démonstration de solidarité à l'égard de notre sous-région.

Nous avons, à l'examen des différents rapports du Président de la Commission, du Président du Conseil des Ministres de la CEDEAO, du Président du Comité des Chefs d'Etat-major, du Commandement de la MISMA, entériné les principales recommandations sur le déploiement et l'opérationnalité de la MISMA, ainsi que sur les transformations institutionnelles de notre organisation.

Pour ce qui est du Processus d'intégration régionale et des questions institutionnelles, nos objectifs et nos ambitions demeurent intacts sur l'impérieux besoin d'accélérer l'intégration économique à travers la réalisation d'infrastructures et de la mise en œuvre au plan national des politiques sectorielles communes.

Nous avons relevé la nécessité d'accroître le niveau et la nature de nos échanges commerciaux, afin de maintenir la dynamique de croissance actuelle au sein de notre espace régional.

Pour y parvenir, nous nous sommes accordés sur l'urgence de l'établissement d'une meilleure convergence macroéconomique entre nos Etats et d'une réelle volonté de tendre vers la suppression de toutes les entraves à la libre circulation des Personnes et des biens ainsi qu'au droit d'établissement.

Nos actions communes qui se greffent aux mesures prises par l'UEMOA et le CILSS pour résoudre de façon durable la crise alimentaire et nutritionnelle, de même que celles relatives à l'établissement d'une plus grande mobilisation en faveur de l'obtention de ressources financières indispensables au financement des besoins humanitaires des populations affectées du Sahel, constituent un bel exemple de solidarité qu'il nous faudrait promouvoir dans tous les domaines d'activités.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Notre objectif, à court terme, est de renforcer davantage la crédibilité de nos Institutions, et de relever le niveau de notre démocratie, l'Etat de droit et la bonne gouvernance dans chacun de nos pays.

Comme nous l'avons reconnu, l'atteinte de cet objectif est tributaire d'une indispensable appropriation par nos Etats membres des textes et des programmes communautaires, pour accroitre davantage le niveau de démocratisation de nos pays, ainsi que celui de la compétitivité régionale.

L'élargissement entériné d'une Commission forte de 15 postes statutaires renforcera la représentation de tous les états membres et l'expertise de notre commission.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Face aux défis multiformes de notre temps, notre sous-région, comme nous en avons convenu, devra puiser dans ses valeurs de solidarité, d'unité et de détermination.

A ce titre, notre conférence, solidaire du soutien militaire français, est déterminée à renforcer la normalisation institutionnelle au Mali, et à poursuivre la mobilisation en faveur d'une sécurisation consolidée du nord du Mali. Bien évidemment, la réalisation du processus de sortie de crise devra se faire conformément à la feuille de route décidée par les maliens.

Pour l'essentiel, nous pouvons affirmer, qu'à la lumière des recommandations du Conseil de Médiation et de Sécurité, nous avons entériné la taille de la MISMA à 8000 hommes ; son opérationnalité sur le terrain exige un budget de 950 millions de dollars, dont près de la moitié a été levée lors de la conférence des donateurs en Ethiopie.

Notre Conférence invite tous les pays africains et tous nos partenaires, à s'impliquer résolument dans le financement de la MISMA, appelée à s'adapter à la guérilla urbaine et aux attentats suicides.

Excellences, Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Honorables Invités,

Nous devons résolument accélérer le règlement de la crise au Mali à travers un processus politique consensuel. J'encourage les autorités maliennes à mettre en œuvre la Feuille de route et à impulser le processus de réconciliation nationale en vue de la tenue des élections dans un contexte apaisé. Dans le même temps, nous devons ramener la sécurité au nord du Mali afin de faciliter le retour des réfugiés et des déplacés. Il est essentiel de créer les conditions de déploiement de transformation de la MISMA en Opération de maintien de la paix. Je souhaite à ce titre une étroite coordination entre la CEDEAO, l'UA, les autorités maliennes et le Conseil de sécurité pour définir un mandat conforme à nos objectifs de maintien de la paix et de lutte contre le terrorisme.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Sur la Guinée-Bissau, notre Conférence salue les efforts menés par les autorités de la transition pour améliorer la situation socio-politique dans ce pays frère.

Nous encourageons la Guinée-Bissau à demeurer sur la voie de la normalité institutionnelle.

Nous nous félicitons des progrès accomplis dans les négociations menées auprès du PAIGC, dans le cadre d'un dialogue inclusif, qui ont porté leurs fruits. En effet, la volonté du PAIGC,

d'accepter la main tendue des autorités de transition et de participer au processus en cours est une bonne évolution.

Je voudrais, à cet égard et au nom de la Conférence, saluer la convergence de vue que la CEDEAO partage avec la CPLP, l'Union Africaine, les Nations Unies et l'Union Européenne, sur la gestion de la transition en cours.

Les efforts consentis pour l'adoption d'une feuille de route consensuelle, sont encourageants. Nous adressons donc nos vifs remerciements aux pays de la CPLP et des partenaires au développement qui ont décidé de soutenir le processus de transition en cours. L'heure est venue de soulager le peuple de Guinée-Bissau en levant les sanctions qui pénalisent la réalisation des objectifs de la transition.

Nous nous félicitons également de toutes les initiatives prises par la CPLP pour renforcer le climat de confiance entre les acteurs politiques bissau-guinéens.

Notre Conférence, à ce titre, entérine la recommandation en faveur de la tenue prochaine de la réunion du Groupe de contact international sur la Guinée-Bissau, pour relancer la mobilisation internationale sur le dossier bissau-guinéen.

Excellences Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement, Honorables Invités, Mesdames, Messieurs,

Je voudrais pour terminer vous exprimer toute ma gratitude pour la qualité de nos échanges et traduire ma reconnaissance à tous ceux qui ont contribué à la réussite de cette importante session.

Je voudrais renouveler nos sincères remerciements à la France et au Président François Hollande, aux Nations Unies, à l'Union Européenne, à l'Union Africaine ainsi qu'à la communauté internationale, dont nous saluons la mobilisation soutenue en appui aux efforts de sécurisation et de stabilisation en cours au Mali.

Je voudrais, réitérer nos plus vifs remerciements à tous les pays contributeurs de troupes qui ont déployé leurs soldats au Mali, ainsi qu'aux autres pays qui se sont engagés à le faire dans les prochaines semaines.

Je voudrais traduire une fois de plus, notre reconnaissance au Président Idriss DEBY ITNO, Chef de l'Etat tchadien, pour sa détermination affichée à nous accompagner dans la réalisation de l'éradication du terrorisme au nord du Mali et dans la zone sahélo-saharienne. Je salue la coopération constructive de l'Algérie, de la Mauritanie et du Royaume du Maroc dans la résolution de la crise au Mali.

Je voudrais également, en votre nom à tous, adresser nos sincères remerciements à chacun des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, dont l'engagement résolu dans la gestion des crises au Mali et en Guinée-Bissau, constitue un gage de succès à la réussite de nos efforts communs.

Excellences, Madame, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO,

Je voudrais enfin vous remercier à titre personnel, et traduire, à chacune et à chacun de vous, les marques de mon estime.

Soyez assurés que le peuple ivoirien, le gouvernement et moi-même, mettrons tout en œuvre pour mériter de votre confiance. Nous travaillerons sans relâche pour contribuer à notre objectif commun de bâtir une CEDEAO des peuples.

C'est sur cette note d'espoir, que je voudrais vous réitérer nos remerciements pour la qualité de votre participation au succès de nos travaux et vous souhaiter un bon retour dans vos pays respectif.

Je déclare à présent clos les travaux de notre 42ème session ordinaire.

Je vous remercie.